

Il y a quelques jours, j'avais écrit au Préfet de Meurthe-et-Moselle pour lui dire ce que je pensais des contrats aidés et de la politique gouvernementale de casse sociale :

"Monsieur le Préfet,

Par courrier que vous avez cosigné avec Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, vous avez bien voulu m'inviter à une réunion le 7 novembre en Préfecture, pour la présentation des modalités du dispositif des contrats uniques d'insertion, et je vous en remercie.

Je souhaite tout de même faire quelques remarques :

- L'Etat et le Conseil Général ont signé une convention annuelle d'objectifs et de moyens et se sont engagés à conclure 1 300 contrats uniques d'insertion. Nous sommes en novembre, il est constaté la contractualisation pour 297 CAE et 22 contrats initiative emploi, plus de 900 contrats peuvent encore être conclus.

- Je remarque que les évolutions des conditions d'attribution de ces contrats décidées par le gouvernement ont eu des conséquences catastrophiques. En effet, de si mauvais résultats trouvent directement leurs causes dans la diminution de la durée des contrats, dans la diminution de la participation de l'Etat sur la prise en charge des salaires en pourcentage, dans l'absence complète de prise en charge de formations par l'Etat, dont les bénéficiaires auraient pourtant besoin.

- Ces contrats devraient être incitatifs pour les employeurs potentiels et pour les bénéficiaires, une passerelle vers l'insertion sociale et professionnelle. Malheureusement, le désengagement de l'Etat a eu les conséquences que nous constatons aujourd'hui, et ce malgré l'effort considérable que le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle fait en la matière.

Je tenais à vous faire part de mes remarques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mes respectueuses salutations.

Hervé FERON"